

Questions orales

M. l'Orateur: La parole est au député de Yorkton-Melville pour une dernière question supplémentaire.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, j'étais au courant des chiffres que le ministre a déjà donnés, le soir de la présentation du budget, par exemple, mais c'est le ralentissement du dernier trimestre qui m'inquiète actuellement. Il y a un ralentissement de l'expansion du capital commercial de la part des grandes compagnies. J'aimerais que le ministre nous dise si l'on établira un nouveau programme pour inciter les compagnies canadiennes à dépenser plus d'argent dans les industries qui créent des emplois plutôt que dans celles qui engagent plus de capitaux.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, étant donné le risque de ralentissement de l'économie qui se traduit dans les chiffres actuels, le stimulant a été ajouté le soir de la présentation du budget pour l'année 1975-1976. Comme je l'ai en effet signalé à la Chambre, le soir de l'exposé budgétaire, nous comptons que la poussée de l'économie en 1974-1975 sera marquée d'un intensification des investissements dans les fonds de commerce. Les calculs dont nous disposons, grâce au sondage effectué par mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, en juillet dernier et les récentes données indiquent que les investissements dans les fonds de commerce tiennent bon.

* * *

[Français]

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

ON DEMANDE SI LES NUMÉROS D'ASSURANCE SOCIALE APPARAÎTRONT SUR LES CHÈQUES D'ALLOCATIONS SOCIALES DE 1975

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur l'Orateur, en l'absence de l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, je désire poser une question à son secrétaire parlementaire.

Procédera-t-on à des changements dans l'émission des chèques d'allocations familiales à compter de janvier 1975, et les numéros d'assurance sociale des parents ou des conjoints seront-ils indiqués sur les chèques?

[Traduction]

Mlle Coline Campbell (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je suis certaine que les allocations familiales seront indexées sur le coût de la vie si la loi actuelle est appliquée. Quant à la seconde partie de la question, j'en prends note.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA GRÈVE DES INSPECTEURS DES GRAINS—LES MESURES ENVISAGÉES POUR L'APPROVISIONNEMENT DE L'EST DU PAYS

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre du Travail au sujet des incidences de la grève des inspecteurs de céréales et de la possibilité, pour les producteurs de l'Est d'obtenir des céréales de l'Ouest. Le ministre reconnaît-il que la situation est très grave et nous dirait-il ce qu'il fait, maintenant que la voie maritime est fermée, ce qui rend plus difficile le règlement du conflit d'une façon juste et

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

équitable, de sorte que les consommateurs de l'Est ne soient pas lésés outre mesure?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le député sait peut-être que c'est le président du Conseil du Trésor qui est chargé des négociations relatives à ce conflit. Je suis sûr qu'il sera heureux de lui répondre.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je pose la même question, à titre de supplémentaire, au président du Conseil du Trésor. Pendant qu'il est debout, nous dirait-il quelles mesures il entend prendre ou il a prises à ce sujet?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, j'ai dit à la Chambre vendredi dernier qu'un médiateur avait été nommé jeudi. Il a rencontré les parties, et les négociations sont encore en cours. Nous espérons qu'il pourra bientôt amener le syndicat et le gouvernement à négocier une entente. Mais il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire à ce moment-ci, puisque ces travailleurs ont le droit de faire la grève en vertu d'une loi qui a été adoptée par le Parlement du Canada. Suivant le rapport que nous présentera M. O'Connor d'ici quelques jours, nous verrons quelle autre mesure pourra être prise.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LES PLANS DU GOUVERNEMENT POUR L'APPROVISIONNEMENT EN GRAINS DE L'EST DU PAYS

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Transports. Dirait-il à la Chambre quels moyens il a pris ou quels sont ses plans d'urgence pour faciliter le transport du grain cet hiver, vu tout particulièrement qu'on s'apprête à fermer la voie maritime, pour que les consommateurs de l'Est ne se retrouvent pas face à une pénurie? Quels sont ses plans précis?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas qu'il serait dans l'intérêt public de divulguer nos plans à ce stade-ci.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES PRÉVISIONS DU MINISTRE QUANT À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, EN RAISON DE LA STABILISATION DU PNB

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il n'y a pas eu de croissance dans les deux derniers trimestres, le ministre révisé-t-il actuellement son estimation du taux de croissance économique du pays ou s'en tient-il au chiffre de 4 p. 100 ou 4½ p. 100?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je m'en tiens toujours à mon estimation selon laquelle la croissance réelle pour l'année 1974 s'établira entre 4 p. 100 et 4½ p. 100. J'aimerais faire remarquer au député que si le taux de croissance est nul dans le quatrième trimestre et que s'il n'y a pas de révision pour les autres trimestres, la croissance en 1974 par rapport à l'année dernière serait encore de 3.9 p. 100.